

Veille d'actualité du quatrième trimestre 2021

Le Monde : la COP26, la hausse des prix des énergies

L'Europe : prix des électricités

La France : le nucléaire est sauvé

Le Monde : COP26 Glasgow : des promesses et peu de progrès : près de 200 pays ont signé un accord, en particulier d'agir vite en réduisant de 45% leurs émissions de gaz à effet de serre entre 2010 et 2030 ; les énergies fossiles sont ciblées pour la première fois, ainsi que les subventions qui leur sont accordées ; les États-Unis et la Chine signent un accord pour travailler ensemble pour renforcer l'action climatique ; 100 pays s'engagent à réduire de 30% d'ici 2030 leurs émissions de méthane. Plusieurs pays s'engagent dans des partenariats entre pays développés et en développement

Les réglementations liées au marché du carbone sont révisées partiellement. Peu de progrès pour le financement des pays « pauvres » par les pays « riches ». Une recommandation pour la préservation de la diversité, seulement. Au total, la disparition des énergies fossiles dont le charbon, et leur remplacement sont encore loin de l'objectif visant à limiter la hausse de température à 2°C, voire 1,5°C, en 2050. Toutes ont augmenté en 2021 à la suite des baisses constatées en 2020 : le charbon, le plus nocif, va retrouver son niveau d'utilisation de 2013-2014 et poursuivre sa hausse ; le gaz a comblé sa baisse et poursuivra sa progression programmée ; le pétrole ne l'a pas encore comblée, mais la hausse de 5% prévue pour 2030 est maintenant attendue entre 2025 et 2030.

La hausse des prix de l'énergie : par contraste avec la faiblesse des prix du pétrole et du gaz en 2019, des événements climatiques qui ont arrêté de nombreuses productions notamment aux États-Unis pour les huiles et gaz de schistes, les réductions voulues par l'OPEP et la Russie, la reprise rapide de l'activité dans le monde, les tergiversations de la Russie pour la fourniture de gaz à l'Europe et l'indécision de l'Allemagne ont conduit à des prix rarement atteints dans le passé, 85 \$/Bbl pour le pétrole, idem pour le gaz, et répercussion sur le charbon, avec même des réouvertures de mines en Chine. De facto l'électricité devient aussi plus chère. L'ouverture des vannes américaines début décembre a réussi à diminuer le prix du pétrole à 72 \$/Bbl, entraînant celui du gaz, niveaux jugés encore élevés pour les consommateurs, mais semblant satisfaire les producteurs.

L'Europe : prix des électricités sur le marché européen : l'Europe subit ces hausses, mais plus sévèrement pour deux raisons : premièrement, une hausse du prix du CO2 en Europe, produite par une hausse de la demande de précaution sur le marché du CO2 des industries européennes; ce prix est passé d'environ 50€/tonne de CO2 à 75€/tonne ; deuxièmement, l'intermittence des électricités solaire et éolienne est compensée par les centrales à gaz, et le prix du marché est celui du prix le plus élevé de la dernière centrale utilisée. Bien que la demande soit modérée le prix de pointe reste compris dans la journée entre 200 et plus de 400€/MWh, 6 fois plus que le prix moyen. En France, le 19 décembre, avec une production éolienne et solaire complètement nulle, l'importation et la production des centrales gaz, pour une électricité très carbonée, sont au maximum, près du « black out » à 12H, pour une demande de 72000Mw, loin des pointes hivernales

La France : le nucléaire sauvé, au grand dam des partisans d'une électricité produite à 100% par des sources renouvelables, principalement -intermittentes

Les nouveaux scénarios de RTE ont montré que les besoins d'électricité en 2050 étaient de 35% plus élevés que l'estimation de la SNBC, stratégie nationale bas carbone. C'est l'une des causes de la décision gouvernementale, une autre étant la difficulté d'obtenir une sécurité d'approvisionnement sans production pilotable, auxquelles s'ajoute une raison économique. Reste à préciser le nombre et le type de réacteurs, les 6 premiers certainement des EPR. La Belgique veut fermer les siens. Attendons l'Allemagne, qui devrait en faire autant. En revanche, les Pays-Bas se rallient au nucléaire. Mauvaise nouvelle : arrêt, provisoire, de deux réacteurs en France pour réparation, bien mal venu.

Petits compléments : la demande de rénovation des bâtiments explose, + 12,2% en 2021 ; on pourrait atteindre 800.000 rénovations en 2022.

La motorisation par des moteurs thermiques à l'hydrogène est mise en lice.

Bruno Wiltz 31/12/21